

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction des collectivités  
territoriales et de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'URBANISME

Affaire suivie par :  
Jean-Marie MILLET  
☎ : 02.47.33.12.47  
Fax direction : 02.47.64.76.69  
Mél : jean-marie.millet@indre-et-loire.pref.gouv.fr

H:\dcte3ic4\icpelap & rd\auto\arrêté\  
arrêté sol lev.t.doc

## ARRÊTÉ

**relatif à l'extension avec augmentation d'effectif  
de l'élevage porcin et avicole du G.A.E.C. du SOLEIL LEVANT  
au lieu-dit « la Gaudarderie » à Marray**

**N° 18292**

(référence à rappeler)

**Le Préfet d'Indre-et-Loire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** le titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, parties législative et réglementaire ;

**VU** le titre I<sup>er</sup> du livre II du code de l'environnement : eaux et milieux aquatiques ;

**VU** la loi d'orientation agricole n° 2006-11 du 5 janvier 2006 et notamment son article 15 ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral n° 15630 délivré le 24 mai 2000 à la S.C.E.A. DU SOLEIL LEVANT pour l'exploitation d'un élevage porcin de 1 211 animaux-équivalents et d'un élevage avicole de 33 000 animaux-équivalents au lieu-dit « la Gaudarderie » à Marray ;

**VU** le récépissé de changement de dénomination sociale n° 17435 délivré le 21 avril 2004 au G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT pour la reprise de l'exploitation de l'élevage porcin et avicole susvisé ;

**VU** l'arrêté complémentaire n° 17754 délivré le 18 octobre 2005 au G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT pour l'exploitation d'un forage de 58 m de profondeur au lieu-dit « la Gaudarderie » à Marray ;

**VU** le dossier déposé le 9 juin 2006 et complété le 29 septembre 2006 par le G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT en vue de l'extension avec augmentation d'effectif de l'élevage porcin et avicole susvisé ;

**VU** l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 11 octobre 2006 ;

**VU** l'ordonnance du président du tribunal administratif d'Orléans n° E06000470 du 6 novembre 2006 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique du 11 décembre 2006 soumettant la demande déposée par le G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT à une enquête d'un mois, du lundi 8 janvier au vendredi 9 février 2007, en mairie de Marray ;

**VU** le dépôt du dossier d'enquête effectué par le commissaire-enquêteur le 7 mars 2007 ;

**VU** les avis émis au cours de l'enquête publique ;

**VU** les avis des services techniques consultés ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 novembre 2007 en vue de la présentation du dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**VU** l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, émis dans sa séance du 13 décembre 2007 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT le 21 décembre 2007, reçu par l'exploitant le 22 décembre 2007 ;

**VU** l'absence de remarque sur le projet d'arrêté dans le délai imparti de 15 jours après notification ;

**CONSIDÉRANT** que la direction régionale de l'environnement a émis un avis défavorable compte tenu de l'excédent en phosphore du plan d'épandage, avis pouvant être levé en cas d'augmentation des surfaces d'épandage ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, par lettre du 5 octobre 2007, a fait connaître son intention d'augmenter la surface potentiellement épandable de 323,3 ha à 389,1 ha, les parcelles supplémentaires se situant dans des communes déjà impactées par le plan d'épandage ;

**CONSIDÉRANT** que la pression azotée devient alors raisonnable et que la capacité de stockage des effluents liquides est suffisante pour permettre des épandages en quantités modérées et aux dates propices ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation d'effectif autorisée par le présent arrêté entraîne que le G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT relève désormais de la directive européenne 96/61/CE du 24 septembre 1996, dite IPPC ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant est donc tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles en vue de réduire les émissions et les impacts sur l'environnement de son élevage ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

Le G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT est autorisé à agrandir son élevage de porcs et de volailles situé au lieu-dit « la Gaudarderie » à Marray.

Ces activités sont visées par les rubriques suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation</b>	<b>Effectif</b>	<b>Effectif en animaux-équivalents</b>	<b>Régime</b>
2111-1	Etablissement d'élevage de volailles		<b>43 500</b>	<b>Autorisation</b>
2102 -1	Etablissement d'élevage de porcs	Jeunes femelles avant saillie : 156	156	<b>Autorisation</b>
		Truies : 330	990	
		Verrats : 2	6	
		Porcs sevrés (plus de 30 kg) : 1104	221	
		Porcs à l'engrais : 3312	3312	
			<b>Total : 4 685</b>	

### **ARTICLE 2**

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc.) ;
- local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;
- bâtiment d'élevage : les locaux d'élevage, les aires d'exercice, de repos, d'attente, les couloirs de circulation des animaux ;
- annexes : les bâtiments de stockage de fourrage, les silos, les installations de stockage des aliments, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage ;
- effluents : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les jus d'ensilage et les eaux usées issues de l'activité d'élevage.

Le présent arrêté fixe les prescriptions techniques applicables aux élevages de volailles et de gibiers à plumes de plus de 30 000 animaux-équivalents de plus d'un mois en présence simultanée et de porcs de plus de 450 animaux équivalents.

Les animaux-équivalents sont définis de la manière suivante :

Pour les volailles :

- les poules, poulets, faisans, pintades, comptent pour un animal-équivalent ;
- les poulets lourds comptent pour 1,15 animaux-équivalents ;
- les canards (à rôtir, prêt à gaver et reproducteur) comptent pour 2 animaux-équivalents ;
- les dindes légères comptent pour 2,20 animaux-équivalents
- les dindes et les oies comptent pour 3 animaux-équivalents ;
- les dindes lourdes comptent pour 3,5 animaux-équivalents ;
- les palmipèdes gras en gavage comptent pour 7 animaux-équivalents ;
- les poulets légers pour 0,85 animaux-équivalents ;
- les coquelets pour 0,75 animaux-équivalents ;
- les pigeons et les perdrix comptent pour 1/4 d'animal-équivalent ;
- les cailles comptent pour 1/8 d'animal équivalent.

Pour les porcs :

- les porcs à l'engrais, jeunes femelles avant la première saillie et animaux en élevage de multiplication ou de sélection comptent pour un animal équivalent ;
- les reproducteurs, truies (femelle saillie ou ayant mis bas) et verrats (mâles utilisés pour la reproduction) comptent pour trois animaux équivalents ;
- les porcelets sevrés de moins de trente kilogrammes avant mise en engraissement ou sélection comptent pour 0,2 animal équivalent.

#### **A - Implantation de l'élevage**

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés conformément aux plans déposés et pour les bâtiments volailles :

- à au moins à 100 mètres des habitations occupées par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'exploitation de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres **des puits et forages**, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges, des cours d'eau
- au moins à 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures

#### **B - Aménagements des bâtiments d'élevage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'élevage dans le paysage

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage, caniveaux à lisier...) ou de stockage (fumière, fosse à lisier, ...) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs, sur une hauteur d'un mètre au moins est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments d'élevage sur litière accumulée

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes, et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées, sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou des traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments (à l'exception du front d'attaque, dans le cas de silos en libre-service) sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

### C- Ouvrage et prélèvement d'eau dans les eaux souterraines

Le G.A.E.C. DU SOLEIL LEVANT est autorisé à maintenir et à exploiter le forage existant sur l'exploitation captant les eaux de la nappe des craies du Turonien, situé sur la parcelle B 300 dont les coordonnées géographiques sont X : 475523 et Y : 2294280 pour l'abreuvement des porcs et des volailles. Ce prélèvement se fera sous réserve des dispositions ci-après.

Il est cependant rappelé qu'en application de l'article 131 du code minier, tout ouvrage souterrain de plus de 10 mètres de profondeur doit être déclaré, préalablement à sa réalisation, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Toute modification des ouvrages, de l'installation ou de leur mode d'exploitation, en particulier profondeur, débit, et volume prélevé, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de son incidence sur la ressource en eau.

L'environnement et les abords de l'ouvrage sont maintenus dans un état de propreté permettant d'éviter toute pollution de la ressource en eau.

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions pour éviter le mélange d'eaux de qualité différente, notamment provenant de nappes distinctes ou issues d'aquifères différents, ainsi que pour prévenir l'introduction de substances polluantes ou d'eaux de surface.

A cet effet :

- l'ouvrage, qui mesure 58 mètres de profondeur, est bétonné sur ses mètres et busé sur 1 mètre à partir du sol et ne présente aucune ouverture latérale ;
- une margelle en ciment faisant saillie est disposée autour de la tête de forage ;
- un abri couvert, verrouillable, est réalisé autour de la tête de l'ouvrage. Tout forage non équipé doit être fermé par un capot coiffant ne présentant pas d'ouverture et maintenu cadencé. **Ce dernier équipement devra être parfaitement étanche dans un délai d'un mois ;**
- l'installation de pompage doit être équipée d'un dispositif de comptage permettant de mesurer les volumes prélevés. Ce dispositif doit être conforme à un modèle approuvé en application des décrets relatifs au contrôle des instruments de mesure et réglementant cette catégorie d'instruments (compteurs d'eau).

Les conditions d'exploitation du forage sont ainsi fixées :

- capacité maximale instantanée de prélèvement : **11 m<sup>3</sup>/h à une pression de 3 bars ;**
- volume annuel maximum prélevé : **21 900 m<sup>3</sup>.**

Le bénéficiaire de l'autorisation entretient régulièrement les ouvrages, de façon à garantir leur bon fonctionnement et leur conformité avec les prescriptions techniques. Par ailleurs, il devra régulièrement (au minimum mensuellement) noter mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet, les volumes prélevés par usage.

Les informations correspondantes doivent être tenues à disposition de l'autorité administrative, et conservées au moins trois ans. Ces données sont portées à la connaissance du préfet sur simple demande.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation, doit être déclarée au préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de 2 ans ou le changement d'affectation.

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou à défaut le propriétaire, sont tenus dès qu'ils ont connaissance de déclarer au préfet et au maire du lieu d'implantation de l'ouvrage tout incident ou accident intéressant celui-ci et portant atteinte à la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, à la qualité, à la quantité, et au mode d'écoulement des eaux ou aux activités légalement exercées faisant usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le bénéficiaire ou à défaut le propriétaire doivent prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Les prélèvements ou les usages de l'eau peuvent être limités provisoirement par le préfet, pour faire face aux situations ou aux menaces d'accident, de sécheresse, d'inondations ou risque de pénurie en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement.

#### **D- Ouvrages de stockage des déjections**

Les ouvrages de stockage des effluents doivent être dimensionnés de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité des ouvrages de stockage doit permettre de stocker la totalité des effluents pendant quatre mois au minimum.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Les fumiers compacts pailleux de porcs peuvent être stockés ou compostés sur la parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière composée d'une aire étanche munie d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui sont dirigés vers les installations de stockage des effluents.

Le stockage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué sur le sol.

Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues au paragraphe A de l'article 2. Ce stockage ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit.

La durée de stockage ne doit pas dépasser dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

#### **E - Règles d'exploitation**

Les conditions de traitement des effluents et les valeurs limites d'émissions sont fixées dans l'arrêté préfectoral sur la base de l'emploi des meilleures technologies ou références disponibles à un coût économiquement acceptable et de caractéristiques particulières de l'environnement.

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

*Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :*

DUREE CUMULEE D'APPARITION de bruit particulier : T	EMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

*Pour la période allant de 22 heures à 6 heures :*

Emergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.



L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer l'émission d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

#### **F - Règles relatives à l'épandage des lisiers et fumiers**

Les effluents d'élevage sont traités par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions suivantes.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur terres nues	Distance minimale (en m)
Compost obtenus selon les modalités définies ci-après	Enfouissement non imposé	10
Fumiers de porcins non susceptibles d'écoulement après stockage minimum de deux mois dans l'installation Effluent après un traitement atténuant les odeurs	24 heures	50
Autres fumiers de porcins Fumiers de volailles après un stockage d'au minimum deux mois Lisiers et purins lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé	12 heures	50
Autres cas	24 heures	100

Pour pouvoir bénéficier des distances d'épandage prévues au paragraphe F du présent article 2 dans le cas du compostage, les effluents doivent préalablement à leur épandage être compostés selon les conditions suivantes :

- les andains doivent faire l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains doit être supérieure à 55° C pendant 15 jours ou 50° C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaire, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;
- le compostage est réalisé sur une aire ou une fosse pour les lisiers permettant de récupérer les liquides d'égouttage qui sont utilisés soit pour l'humidification des andains, soit dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents. Cette disposition ne s'applique pas au compostage des fumiers compacts pailleux dont les conditions de stockage sont définies au paragraphe C du présent article 2 ;
- les résultats des prises de températures seront consignés sur un cahier d'enregistrement où seront indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

#### **G- Fertilisation**

Les effluents de l'exploitation incluant ceux des ateliers porcins et ceux des ateliers volailles peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agro-alimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale) sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie naturelle ou artificielle concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines, ne puisse se produire.

La fertilisation est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

L'épandage n'est autorisé que sur les parcelles retenues au plan d'épandage annexé au présent arrêté.  
Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Pour des nouvelles parcelles, l'exploitant devra fournir les plans des terrains permettant de localiser les bâtiments et cours d'eau avoisinants.

La quantité d'azote à ne pas dépasser est fixée à **40 547** unités.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures, sauf dérogation liée à la topographie et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite par les fumiers) ou abondamment enneigés ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque de ruissellement ;
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des aérosols sauf pour les eaux issues du traitement des effluents ;
- samedis, dimanches et jours fériés.

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par les autres règles applicables aux élevages et définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

#### Autosurveillance :

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage doit regrouper les informations suivantes relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- le bilan de fertilisation ;
- l'identification des parcelles ou îlots récepteurs ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits par une exploitation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi à chaque livraison.

Le cahier d'épandage est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **H- Exploitation**

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

L'intégration des bâtiments et ouvrages dans le paysage doit faire l'objet d'un soin particulier au moyen de plantation d'espèces locales.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire.

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel.

**La cuve réservée au stockage du carburant sera placée sous rétention avant le 31 décembre 2008.**

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

**Les produits phytosanitaires seront stockés dans un local fermé et placés sous rétention.**

#### **La gestion des déchets :**

- les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement ;
- ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur, chaque catégorie de déchets devra être dirigée vers une filière spécifique ;
- tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (volailles, porcelets ) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservés à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

**Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état.

**Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.**

Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral à savoir :

- une réserve incendie de 600 m<sup>3</sup> dont l'approvisionnement permanent devra être assuré ;
- **une signalétique de cette réserve en eau sera installée sur la voirie dans un délai d'un mois ;**
- des moyens de premiers secours adaptés au risque, en nombre suffisant et disposés dans chaque bâtiment.

Les bâtiments d'élevage devront, en toute saison, être accessibles aux engins de secours par des chemins correctement entretenus.



**ARTICLE 3**

Conformément à la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC), l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) en matière de bonnes pratiques agricoles, de techniques nutritionnelles, de logement, de gestion de l'eau, de gestion de l'énergie, de stockage des effluents.

**ARTICLE 4**

Les prescriptions de l'arrêté interpréfectoral n° 15630 du 24 mai 2000 relatif à l'exploitation de l'élevage et de l'arrêté complémentaire n° 17754 du 18 octobre 2005 relatif à l'exploitation du forage sont abrogées. Le récépissé de changement de dénomination sociale n° 17435 du 21 avril 2004 devient sans objet.

**ARTICLE 5**

La présente autorisation cesserait de porter effet si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ARTICLE 6**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au préfet, dans le mois suivant la prise de possession.

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement entraînera une nouvelle demande d'autorisation.

**ARTICLE 7**

Lors de la cession du terrain sur lequel a été exploitée l'installation soumise à autorisation, le vendeur sera tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

**ARTICLE 8**

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes les autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène...

**ARTICLE 9**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 10**

Les pétitionnaires devront se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

**ARTICLE 11**

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de Marray.

Un extrait semblable sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

**ARTICLE 12**

Délais et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers. Le délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

**ARTICLE 13**

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-44 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation adresse au préfet une déclaration au début d'exploitation en trois exemplaires dès que les nouveaux bâtiments et ouvrages seront mis en service.

Dès réception, le préfet en transmet un exemplaire à l'inspection des installations classées et un autre au maire de la commune de Marray.

Dans les quinze jours, le préfet fait publier aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés en Indre-et-Loire, un avis annonçant le dépôt de déclaration de début d'exploitation.

Dès réception, un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation est affiché à la mairie de Marray pendant au moins un mois.

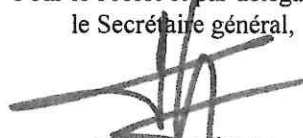
Cette déclaration de début d'exploitation et sa publicité réduisent à un an le délai de recours des tiers. En leur absence, c'est le délai de recours fixé par l'article 11 qui s'applique.

**ARTICLE 14**

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, le maire de Marray et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux pétitionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le 9 4 JAN. 2008

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,



Salvador PÉREZ

## PLAN D'EPANDAGE - GAEC DU SOLEIL LEVANT

Nom de l'exploitant	Commune	Section	Numéro Parcelle	Surface pour le fumier			Surface pour le fumier		
				Surface initiale	Surface interdite	Surface restante	Surface initiale	Surface interdite	Surface restante
GAEC DU SOLEIL LEVANT	MARRAY	C	7	12,42	0,00	12,42	12,42	0,00	12,42
	MARRAY	C	8						
	MARRAY	C	97	15,85	1,59	14,26	15,85	1,61	14,24
	MARRAY	C	98						
	MARRAY	C	463	3,28	0,00	3,28	3,28	0,00	3,28
	MARRAY	C	99						
	MARRAY	C	100						
	MARRAY	C	463						
	MARRAY	B	88	4,51	0,00	4,51	4,51	0,00	4,51
	MARRAY	B	87						
	MARRAY	B	87	38,55	0,10	38,45	38,55	0,10	38,45
	MARRAY	B	88						
	MARRAY	B	279						
	MARRAY	B	281						
	MARRAY	B	284						
	MARRAY	B	285						
	MARRAY	B	286						
	MARRAY	B	290						
	MARRAY	B	291						
	MARRAY	B	164						
	MARRAY	B	237	5,33	0,00	5,33	5,33	0,00	5,33
	MARRAY	B	244						
	MARRAY	B	245	24,62	0,28	24,34	24,62	0,28	24,34
	MARRAY	B	298						
	MARRAY	B	299						
	MARRAY	B	303						
	MARRAY	B	158						
	MARRAY	B	296	22,56	0,00	22,56	22,56	0,00	22,56
	MARRAY	B	300						
	MARRAY	B	302						
	MARRAY	B	303	14,00	0,26	13,74	14,00	0,26	13,74
	MARRAY	B	303						
GAEC DU SOLEIL LEVANT	BEAUMONT SUR DEME	ZM	34	5,40	0,00	5,40	5,40	0,00	5,40
	BEAUMONT SUR DEME	ZM	23	2,45	0,00	2,45	2,45	0,00	2,45
	BEAUMONT SUR DEME	ZM	27	1,96	0,00	1,96	1,96	0,00	1,96
	BEAUMONT SUR DEME	ZI	29	15,54	1,74	13,80	15,54	5,44	10,10
	BEAUMONT SUR DEME	ZI	60	1,46	0,07	1,39	1,46	0,77	0,69
	BEAUMONT SUR DEME	ZI	31	10,52	0,62	9,90	10,52	1,82	8,70
	BEAUMONT SUR DEME	ZI	48						
	BEAUMONT SUR DEME	ZI	60						
	EPEIGNE SUR DEME	C	33	3,13	0,00	3, 13	3,13	0,00	3,13
	EPEIGNE SUR DEME	C	28	0,88	0,00	0,88	0,88	0,00	0,88
MME MIRALUT	EPEIGNE SUR DEME	D	232	22,20	0,00	22,20	22,20	0,00	22,20
	EPEIGNE SUR DEME	D	230	2,97	0,00	2,97	2,97	0,00	2,97
	EPEIGNE SUR DEME	D	474						
	EPEIGNE SUR DEME	D	475						
	EPEIGNE SUR DEME	D	490						
	EPEIGNE SUR DEME	D	124	34,09	0,35	33,74	34,09	1,49	32,60
	EPEIGNE SUR DEME	D	125						
	EPEIGNE SUR DEME	D	126						
	EPEIGNE SUR DEME	D	126						
	EPEIGNE SUR DEME	D	129						
	EPEIGNE SUR DEME	D	204						
	EPEIGNE SUR DEME	D	206	1,11	0,17	0,94	1,11	0,17	0,94
	EPEIGNE SUR DEME	D	212						
	EPEIGNE SUR DEME	D	213						
	EPEIGNE SUR DEME	D	214						
	EPEIGNE SUR DEME	D	225	1,54	0,00	1,54	1,54	0,00	1,54
	EPEIGNE SUR DEME	D	226						
	EPEIGNE SUR DEME	D	394	1,29	0,00	1,29	1,29	0,00	1,29
	EPEIGNE SUR DEME	D	480						
	EPEIGNE SUR DEME	D	401	13,65	0,11	13,54	13,65	0,11	13,54
	EPEIGNE SUR DEME	D	402						
	EPEIGNE SUR DEME	D	403						

	Commune	Section	Numéro Parcelle	Surface pour le fumier			Surface pour le fumier		
				Surface initiale	Surface interdite	Surface restante	Surface initiale	Surface interdite	Surface restante
MME MIRAUT	EPEIGNE SUR DEME	D	143	3,00	0,00	3,00	3,00	0,15	2,85
	EPEIGNE SUR DEME	D	147						
	EPEIGNE SUR DEME	D	149						
	EPEIGNE SUR DEME	D	150						
	EPEIGNE SUR DEME	D	186						
	EPEIGNE SUR DEME	D	187	9,47	0,00	9,47	9,47	0,00	9,47
	EPEIGNE SUR DEME	D	188						
	EPEIGNE SUR DEME	D	194						
	EPEIGNE SUR DEME	D	195						
	EPEIGNE SUR DEME	D	197						
	EPEIGNE SUR DEME	D	198						
GAEC DU SOLEIL LEVANT	EPEIGNE SUR DEME	A	242	33,70	0,00	33,70	33,70	0,00	33,70
	EPEIGNE SUR DEME	A	243						
	EPEIGNE SUR DEME	A	232						
	EPEIGNE SUR DEME	A	202						
	EPEIGNE SUR DEME	A	204						
	EPEIGNE SUR DEME	A	134	18,09	1,83	16,26	18,09	1,86	16,23
	EPEIGNE SUR DEME	A	132	8,78	0,00	8,78	8,78	0,84	7,94
	EPEIGNE SUR DEME	A	320	1,80	0,26	1,54	1,80	0,82	0,98
M. GUILLIER	MARRAY	D	248	6,30	0,00	6,30	6,30	0,00	6,30
	MARRAY	D	109						
	MARRAY	D	250						
	MARRAY	D	98	2,34	0,00	2,34	2,34	0,00	2,34
	MARRAY	D	110	6,06	0,00	6,06	6,06	0,00	6,06
	MARRAY	D	143						
	MARRAY	D	151	8,08	0,66	7,42	8,08	0,66	7,42
	MARRAY	D	152						
	MARRAY	D	153						
	MARRAY	D	154						
	MARRAY	D	155						
	MARRAY	D	133						
MM. GIGOU	BEAUMONT SUR DEME	ZS	3	5	0,93	3,81	4,74	2,27	2,47
	BEAUMONT SUR DEME	ZS	4	4	0,21	3,34	3,55	0,50	3,05
	BEAUMONT SUR DEME	ZS	14						
	BEAUMONT SUR DEME	ZT	24	8	3,83	4,58	8,41	5,04	3,37
	BEAUMONT SUR DEME	ZT	25						
	BEAUMONT SUR DEME	ZT	26						
	BEAUMONT SUR DEME	ZT	30						
MM. GIGOU	MARCON	ZS	40	5,36	1,51	3,85	5,36	3,77	1,59
	MARCON	ZS	41						
	MARCON	ZS	42						
	MARCON	ZS	43						
	MARCON	ZS	44						
	MARCON	ZS	45						
	MARCON	ZS	46						
MM. GIGOU	MARCON	ZS	47	9,15	0,00	9,15	9,15	0,09	9,06
	MARCON	ZT	94						
	MARCON	ZO	33	5,24	0,00	5,24	5,24	0,00	5,24
	MARCON	ZT	71	1,42	0,00	1,42	1,42	0,00	1,42
	MARCON	ZT	72						
	MARCON	ZO	29	0,55	0,00	0,55	0,55	0,05	0,50
	MARCON	ZO	16	4,46	0,80	3,66	4,46	1,68	2,78
	MARCON	ZO	17						
EARL DU PETIT NIAFFRE	MARRAY	E	67	18,58	0,01	18,57	18,58	0,01	18,57
	MARRAY	E	104	14,10	1,72	12,38	14,10	4,26	9,84
	MARRAY	E	109	13,54	0,00	13,54	13,54	0,02	13,52
TOTAL				446,03	17,05	428,98	446,03	34,07	411,96